



# OBJECTIF AFRIQUE



## LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 231 – 19 DECEMBRE 2022

### ZOOM SUR ... Le Séminaire Intergouvernemental France – Sénégal 2022

### LES TITRES A LA UNE

Présentation du plan d'investissement de la *Just Energy Transition* par le Président sud-africain à la COP 27

La French Week 2022 au Nigéria célèbre et renforce les liens économiques qui unissent la France et le Nigéria

Signature d'un MoU entre l'UE et la Namibie sur la production d'hydrogène renouvelable

Lancement de la construction du nouvel aéroport à Dodoma en Tanzanie

### LE CHIFFRE A RETENIR

31,4 Mds €

Le montant des financements mobilisés par le Niger auprès de ses partenaires techniques et financiers les 13 et 14 décembre à Paris



Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	4
Projets et financements	6
Secteurs d'activités	7
Energies et matières premières	7
Industrie, transport et services	9
Agriculture et agroalimentaire	10
Agenda	12
Contacts	13

## Zoom sur...

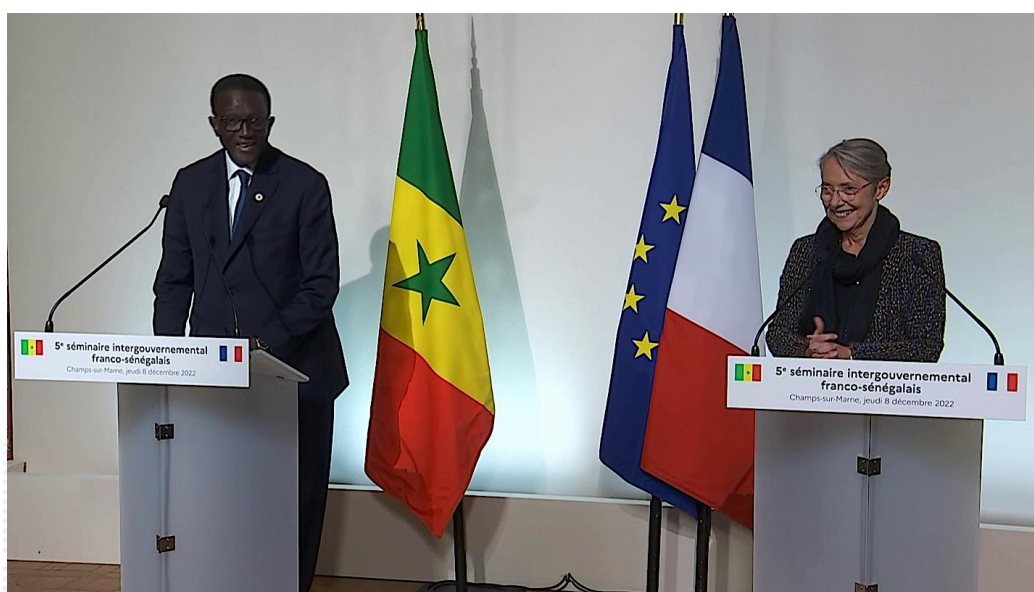
### Le Séminaire Intergouvernemental France Sénégal du 8 décembre 2022

Le 5<sup>e</sup> Séminaire intergouvernemental France-Sénégal s'est tenue le 8 décembre au château de Champs-sur-Marne sous la présidence des Premiers ministres des deux pays, accompagnés d'une large délégation de ministres. L'édition 2022, qui fait suite au précédent séminaire de 2019 tenu à Dakar, était centrée sur la thématique de la jeunesse.

A l'occasion de cette rencontre, 5 feuilles de route ont été signées, couvrant l'ensemble des domaines de la coopération bilatérale entre la France et le Sénégal.

Alors que la France reste le premier partenaire du Sénégal en matière de commerce et d'investissement et mobilise dans le pays ses outils financiers à un niveau exceptionnel, ce séminaire a permis de définir conjointement les grandes priorités de la relation bilatérale dans le domaine économique.

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et Oulimata Sarr, Ministre sénégalaise de l'Économie du Plan et de la Coopération se sont accordés sur une feuille de route économique. Ce document met en avant certains projets emblématiques de la qualité de la coopération entre les deux pays, à l'instar du TER de Dakar, qui mobilise des entreprises et des financements français. Cette feuille de route priorise également les domaines prioritaires de coopération économique entre la France et le Sénégal, en soutien à l'émergence du Sénégal à horizon 2025 : en complément d'un appui transversal au secteur privé sénégalais, quatre secteurs clés de coopération ont été identifiés : le développement urbain, l'innovation et le numérique, l'agriculture et l'agroalimentaire et enfin la transition énergétique. Au total, sur la période 2019-2023, la France apporte une contribution de 1,5 milliards d'euros à la politique d'émergence du Sénégal.



*Amadou Ba et Elisabeth Borne, le 8 décembre 2022*

Photo : Gouvernement.fr

## Conjoncture

### Bénin – Inflation à +2,1% en g.a en octobre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTAD), le taux d'inflation s'est établi à +2,1% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2022, contre -1,6% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des transports (+9,5% en g.a.) et du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+5,8% en g.a.). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,8% en g.a.) et, dans une moindre mesure, par celle des communications (-0,2% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à 1,5% en octobre 2022.

### Gabon – Crise du système de sécurité sociale

Le système de sécurité social gabonais, à travers ses deux caisses, la CNSS (Caisse nationale de Sécurité Sociale, qui finance essentiellement la retraite) et la CNAMGS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale), connaît une crise de gestion depuis une dizaine d'années, crise qui a atteint un point critique cette année. En mai 2022, les professionnels de santé ont suspendu l'acceptation des fiches de soins de la CNAMGS pour dénoncer la dette de l'État envers le système d'assurance maladie et plus de 5000 retraités seraient en attente de leur retraite depuis plus de 5 ans. Le 9 juin, la CNSS a été déclarée en cessation de paiements et une administration provisoire a été mise en place en attendant le résultat d'un audit interne et la mise en œuvre des réformes nécessaires. Le paiement des retraites est devenu critique depuis le printemps dernier. La Fédération des Entreprises Gabonaises, la FEG, a demandé en octobre dernier que la CNSS soit gérée par le secteur privé comme prévu par les textes de la Conférence interafricaine de prévoyance sociale (CIPRES).

### Ghana – La Banque du Ghana a relevé son taux directeur de 24,5% à 27%

La Banque du Ghana a relevé son taux directeur de 250 points de base pour le porter à 27%, une hausse plus importante que les attentes, dans un contexte d'élargissement des pressions sur les prix et de modération de la croissance économique. Les hausses cumulées au cours de l'année 2022 s'élèvent désormais à 13,5 points de pourcentage. Néanmoins, les taux directeurs réels restent négatifs, alors que la hausse des prix à la consommation a atteint 40,4% en octobre 2022. Le comité de politique monétaire de la Banque centrale estime que l'inflation devrait atteindre un pic au premier trimestre 2023 et retomber à 25% d'ici à la fin de l'année si la politique monétaire restrictive est maintenue, et si des outils sont déployés pour limiter l'excès de liquidités. Dans le projet de loi de finances pour 2023, le gouvernement est même plus optimiste, projetant une inflation de 18% d'ici la fin de l'année 2023.

### Kenya – Le Trésor affirme que le pays n'a pas de marge de manœuvre pour de nouveaux emprunts

La semaine dernière, la CBK a émis pour la première fois depuis 2020 une obligation à 6 ans, cherchant à lever 714,6 MUSD auprès d'investisseurs détenant des bons du Trésor (maturité inférieure à 2 ans). Cette opération de swap devrait permettre au gouvernement d'allonger l'échéance de remboursement de sa dette et de financer ses opérations dans un environnement budgétaire tendu. Le secrétaire du Cabinet du Trésor a déclaré que les marges de manœuvre du Trésor Kenyan avaient été réduites par la multiplicité des chocs économiques, notamment la sécheresse en cours, les effets de la pandémie de Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne. Pour rappel, la dette publique du Kenya a atteint 69,4% du PIB en octobre, avec un service de la dette élevé, notamment lié au remboursement du prêt SGR (Mombasa-Nairobi Standard Gauge Railway). Afin de minimiser le coût de la gestion de la dette publique et des emprunts sur le long terme, le président William Ruto a ordonné au Trésor mi-novembre de ne plus emprunter sur le marché intérieur à des taux supérieurs à 10%. Par ailleurs, le secrétaire du cabinet au Trésor a également déclaré que la croissance au T3 2022

devrait ralentir suite aux conséquences de la guerre en Ukraine et de la sécheresse, après une reprise dynamique au T1 (6,8 % de croissance) et au T2 (5,2 %), faisant craindre une diminution des recettes publiques.

## Nigéria – Fitch souligne le besoin de réformes économiques au Nigéria

En visite à Lagos, les équipes de l'agence de notation Fitch ont tenu une conférence au cours de laquelle ont été soulignés les défis de l'économie nigériane pour les années à venir, notamment en termes de finances publiques. Si l'agence écarte tout risque de restructuration de la dette à court terme, elle a tout de même abaissé la note de risque de défaut de « B » à « B- » tout en précisant qu'il n'y aurait pas d'abaissement supplémentaire dans un avenir proche. Selon l'agence, le poids du service de la dette reste trop élevé, tout comme le niveau d'endettement au niveau fédéral comme fédéré. En 2022, selon Fitch, le service de la dette devrait représenter 160% des recettes fédérales et 50% de l'ensemble des recettes publiques, contre 10% en moyenne pour les pays notés « B ». Cela est aggravé par le très faible niveau des ressources fiscales de l'Etat (le Nigéria est l'un des pays au monde où les recettes fiscales rapportées au PIB sont les plus faibles), et à long terme par la tendance baissière de la production pétrolière (-12% en 2022, -15% en 2023). Les experts de l'agence ont mis en avant le taux d'investissement insuffisant, de l'ordre de 12% du PIB, alors qu'il est de près de 30% en Indonésie par exemple. Ainsi, ils prévoient une croissance à horizon 2026 inférieure à la moyenne du continent, et en moyenne de 3,2% sur la période 2022-2031.

## Nigéria - La Banque centrale continue de financer l'Etat fédéral, au détriment de sa politique monétaire

Face au phénomène inflationniste qui touche le Nigéria depuis le début de l'année 2022, la Banque centrale du Nigéria a augmenté son taux d'intérêt directeur de plus de 500 points de base. Ce durcissement de la politique monétaire a pour objectif de réduire la création monétaire et donc la hausse des prix. Mais dans le même temps, la CBN continue de financer le déficit public. En effet, lors des 10 derniers mois, l'Etat fédéral aurait emprunté 6 310 Md NGN (soit environ 14,3 Md USD) à la CBN grâce au

mécanisme de « Ways and Means Advances ». Entre décembre 2021 et octobre 2022, la dette publique détenue par la CBN a augmenté de 36% pour atteindre 23 770 Md NGN.

Or cet endettement pourrait, selon la CBN, aller à l'encontre de sa propre politique de lutte contre l'inflation et de dévaluation de la naira, en raison d'un excès de liquidités injectées dans l'économie.

## RDC – L'agence de notation Moody's relève la note de la RDC

L'agence de notation Moody's a relevé le 11 novembre 2022 la note de la RDC de Caa1 à B3, et a modifié la perspective de positive à stable. L'agence explique cette décision entre autres, par la bonne mise en œuvre des réformes structurelles dans le cadre du programme appuyé par le FMI qui permet d'améliorer les institutions du pays mais aussi les perspectives économiques positives pour le pays soutenues par le secteur minier. La position extérieure du pays est également renforcée, avec notamment des réserves officielles de change croissantes, qui ont atteint 4,4 Mds USD à fin août 2022 (2,4 mois d'importation), et une stabilisation depuis 2020 du taux de change du franc congolais par rapport au dollar à 2000 CDF par USD. Pour rappel, en janvier 2022, l'agence Standard & Poor's avait aussi rehaussé la note de la RDC, de CCC+, perspective positive à B-, perspective stable.

## Environnement des affaires

### Afrique de l'Ouest - La Chine supprime les droits de douane en faveur de 9 pays d'Afrique dont 3 en Afrique de l'Ouest

A partir du 1<sup>er</sup> décembre 2022, la Chine supprimera les droits de douane sur 98% des produits importés en provenance de 9 pays africains, dont le Bénin, le Burkina Faso et la Guinée-Bissau. Cette mesure, en faveur des PMA ayant établi des relations diplomatiques avec

Pékin, a pour objectif d'accroître les importations de produits agricoles et de matières premières en provenance de l'Afrique. Pour rappel, la Chine avait accordé des avantages similaires en septembre dernier à 16 pays, dont la Guinée et le Togo.

## Afrique du Sud – Publication de l'indice ABSA des marchés financiers africains

La banque sud-africaine ABSA a publié son indice des marchés financiers pour l'année 2022. Cet indicateur attribue une note sur 100 à 26 pays africains, visant à mesurer le niveau de développement des marchés financiers à travers 1) leur profondeur; 2) l'accès aux devises étrangères; 3) l'environnement fiscal et réglementaire et la transparence du marché; 4) la capacité des investisseurs locaux; 5) l'environnement macroéconomiques 6) le respect des standards financiers internationaux. Au sein des pays d'Afrique australe, on observe d'importantes disparités : l'Afrique du Sud, qui dispose historiquement des marchés financiers les plus matures du continent, conserve le premier rang du classement. Suivent ensuite le Botswana, qui maintient sa 5ème place grâce à son faible taux d'endettement extérieur, et la Namibie, en 6ème position, qui progresse d'une place en raison de la liquidité de son marché intérieur. La Zambie et le Malawi conservent quant à eux pour la seconde année consécutive leurs 12ème et 13ème positions respectives. Le Mozambique (21ème, -3 places), l'Angola (19ème, -1 place) et le Lesotho (22ème, +3 places) occupent quant à eux le bas du classement, en raison notamment de leur environnement réglementaire dégradé.

## Ethiopie - Rétablissement de l'obligation d'achat de bons du Trésor à hauteur de 20% des prêts des banques du pays

La Banque centrale (NBE) a publié une nouvelle directive qui oblige toutes les banques (à l'exception de la banque publique - *Development Bank of Ethiopia - DBE*) à acheter des bons du Trésor (*T-Bonds*) à hauteur de 20% de leurs prêts et avances. Cette directive constitue un recul par rapport aux engagements pris dans le cadre des *Homegrown Economic Reforms* visant à encourager une croissance économique tirée par le secteur privé. La NBE

avait en effet supprimé une règle qui stipulait que les banques privées devaient acheter des T-Bonds à hauteur de 27% des dépôts qu'elles collectent (rétrocédés ensuite aux deux banques publiques CBE et DBE), fin 2019. Cette suppression avait entraîné une révision à la baisse des taux d'intérêts des banques privées et un accroissement des prêts accordés au secteur privé. Le rétablissement de cette directive vise à combler le déficit budgétaire de l'État (125,6 Mds ETB), dont 40% n'est pas couvert par les recettes fiscales. L'encours total des T-bonds vendus aux banques s'élevait à 116,6 Mds ETB fin 2021/22, soit environ 391% de plus que les années précédentes. La participation des banques privées au marché de bons du Trésor a représenté 52 Mds ETB, soit 44% de l'encours total. Par ailleurs, la NBE avait introduit une nouvelle règle début septembre 2021, qui contraint les banques privées à consacrer au minimum 1% par an de leurs nouveaux prêts et avances à l'achat d'obligations émises par la DBE.

## Ouganda – Révision du système de taxation pour augmenter les recettes fiscales

Le mois dernier, le *Sub-Saharan Africa Macroeconomics Research Instant Insights Report* du groupe Absa révélait un ralentissement de la croissance du PIB (4,9% au deuxième trimestre de 2022 contre 5,1% au premier trimestre), imputable à une forte réduction des recettes issues des taxes à l'importation (+0,7% au T2 contre +21,8% au T1). Afin d'accroître ses recettes fiscales, l'Ouganda se dotera ce mois-ci d'une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée imposée aux fournisseurs non-résidents de services électroniques (médias sociaux, sites de streaming et autres services fournis via Internet). La *Uganda Revenue Authority (URA)* estime que les recettes additionnelles générées par ce système pourraient atteindre 1,32 MUSD pour l'exercice 2022/23. Alors que de grands groupes tels que *Meta* (détenant WhatsApp) ou *Zoom* ont déjà accepté de se conformer à la nouvelle législation, cette dernière est toutefois contestée par certaines entreprises au motif d'une atteinte à leur politique de confidentialité et de respect de la vie privée des utilisateurs.

## Projets et financements

### Afrique du Sud – Présentation du plan d'investissement de la JET par le président Ramaphosa à la COP 27

Le président Ramaphosa a officiellement publié le plan d'investissement pour une transition juste, qui découle d'un partenariat international avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union européenne. Ce partenariat s'est concrétisé par la publication, le 4 novembre 2022, d'un plan d'investissement identifiant un besoin financier de 1480 Mds ZAR (98 Mds USD) pour la transition de l'Afrique du Sud ces cinq prochaines années. Les investissements devront être dirigés vers trois secteurs prioritaires : l'électricité, les véhicules électriques et l'hydrogène vert. Malgré les engagements des partenaires, ces investissements restent insuffisants et l'Afrique du Sud demande un soutien accru des pays du Nord, davantage axé sur des subventions, dans un souci de maîtrise de sa dette externe. Le plan insiste également sur les enjeux sociaux auxquels fait face et doit répondre l'Afrique du Sud, notamment le fort taux de chômage et les inégalités. A l'occasion de la COP27, la France et l'Allemagne ont annoncé la signature de deux prêts budgétaires portant sur 300 M USD chacun.

### Tchad – Accord entre le Tchad et ses créanciers sur le traitement de la dette extérieure

Le Tchad a annoncé avoir trouvé un accord sur la restructuration de sa dette extérieure avec ses créanciers bilatéraux (au sein du Cadre commun du G20 et du Club de Paris) et ses créanciers commerciaux. Ces accords permettront au pays de respecter les paramètres de son programme FMI, notamment la réduction progressive de son ratio service de la dette sur revenu. Selon le communiqué publié par la Directrice Générale du FMI, cet accord devrait permettre d'achever, d'ici la fin de l'année, les première et deuxième revues de la Facilité Élargie de Crédit.

### Guinée – Accord avec les services du FMI pour un financement d'urgence de 69 M USD pour faire face aux chocs alimentaires

Dans un communiqué publié le 23 novembre 2022, les services du FMI ont annoncé avoir : (i) achevé les consultations au titre de l'article IV ; (ii) conclu un accord avec le gouvernement guinéen pour l'octroi, à travers le nouveau guichet pour les chocs alimentaires, d'un financement de 69 M USD en vue de faire face à l'insécurité alimentaire croissante. Selon le FMI, grâce au dynamisme du secteur minier, le taux de croissance atteindrait 4,7% en 2022 (contre 4,4% en 2021) tandis que l'inflation devrait se maintenir autour de 12%. En outre, la perte fiscale induite par les mesures d'allègement des prix des denrées et des carburants a représenté environ 2,1% du PIB en 2022 tandis que près de 11% de la population devrait atteindre un stade d'insécurité alimentaire sévère d'ici la fin de l'année. Selon le communiqué, la demande de financement de la Guinée sera bientôt examinée par le Conseil d'administration du FMI.

### Nigéria - French Week 2022 : célébrer et renforcer les liens économiques qui unissent la France et le Nigéria

La French Week est organisée chaque année par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Nigériane au mois de novembre à Lagos. Cet événement est l'occasion de célébrer et de renforcer les liens commerciaux qui unissent la France et le Nigéria à travers une série de conférences et de rencontres. Pour l'édition 2022, le focus a été mis sur trois thématiques principales : la résilience des entreprises françaises dans un contexte de dégradation de l'environnement des affaires, la féminisation des postes de managements alors que seuls 7% des CEO sont des femmes au Nigéria, et enfin sur les opportunités que présente l'écosystème start-up nigérian. Pour la première fois cette année, un événement attractivité spécifiquement dédié aux start-up a été organisé pour présenter les aides et les outils disponibles pour les entrepreneurs qui souhaiteraient investir en France.

Pour rappel, le Nigéria est le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne et le 4ème en Afrique derrière le

Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Le pays accueille près de 80 entreprises françaises qui opèrent dans des secteurs variés (Danone, Sanofi, CMA-CGM, Thalès, Nutriset, Schneider Electric, Betastore...) et emploient directement environ 10 000 personnes. Le chiffre d'affaires généré au Nigéria par les entreprises françaises est de 3 Md EUR, soit plus de cinq fois le montant des exportations françaises (587 MEUR). Grâce à cette préférence nette pour les investissements, les sociétés françaises contribuent activement à l'activité économique du Nigéria à travers la création d'emplois, la formation et le développement des capacités de production nationales. A titre d'exemple, la société Danone a inauguré en juin dernier une ferme laitière dans l'Etat d'Ogun (sud-ouest).

## Secteurs d'activités

### Energies et matières premières

#### Afrique du Sud – Premier sommet national sur l'hydrogène vert

Mardi 29 novembre dernier s'est tenu le premier Sommet sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud au Cap, en présence du Président Ramaphosa, d'autres membres du gouvernement et des délégations de l'Alliance africaine pour l'hydrogène vert. Au cours de ce sommet organisé par le gouvernement, la GiZ et ISA (Infrastructure South Africa), le Président Cyril Ramaphosa a présenté une série d'annonces visant à attirer les investissements étrangers en Afrique du Sud. Il a notamment insisté sur les avantages comparatifs de l'Afrique du Sud en matière de production d'énergie solaire et éolien, de ressources en platines et ses dérivés - essentiels à la production d'électrolyseurs. Le pays a les capacités de produire entre 6 et 13 Mt d'hydrogène vert par an d'ici à 2050 – contre 2,4 Mt/an d'hydrogène gris actuellement – moyennant l'installation massive de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables. Une telle production nécessiterait en effet entre 140 et 300 GW de capacités d'énergies renouvelables alors que les capacités totales de production d'énergies renouvelables en Afrique du Sud s'élèvent aujourd'hui à 9 GW. Pour rappel, l'Afrique du Sud a estimé dans son

plan d'investissement pour une transition juste (JETIP) un besoin de 93 Mds EUR sur les cinq prochaines années pour atteindre ses objectifs de baisse des émissions. L'hydrogène vert a été identifié dans le plan comme l'un des trois secteurs économiques principaux dans lesquels investir, avec l'électricité et les véhicules électriques. Toutefois, le projet annoncé par le président vise principalement à orienter la production vers l'exportation et non la consommation intérieure, notamment pour faire face à la demande croissante des pays européens en hydrogène vert.

#### Angola – Total Energies annonce 3 Mds USD d'investissement dans des projet énergétiques en Angola et signe 2 accords (MoU)

Patrick Pouyané, PDG de Total, a été reçu par le Président angolais Joao Lourenço alors qu'il était en visite à Luanda, et a annoncé de nouveaux investissements de l'entreprise dans le pays. Les investissements concerneront i) des projets pétroliers avec l'exploration de 7 blocs dans le bassin de la rivière Kwanza et l'expansion du bloc 17 (le plus important bloc en Angola, opéré par TotalEnergies); ii) des projets d'énergie renouvelable dont un parc solaire dans la province de Huila (35 MW) avec un investissement de 100 M USD. TotalEnergies a également signé deux protocoles d'accord i) avec les ministères de l'énergie et de l'eau et le ministère du Pétrole et du Gaz consistant à réaliser des études de faisabilité technique, commerciale et environnementale pour développer des projets d'énergie renouvelable (solaire, hydroélectrique et biomasse); ii) un contrat d'achat d'électricité avec le Réseau national de transport d'électricité. Pour rappel, TotalEnergies est le premier opérateur pétrolier en Angola avec 550 000 barils de pétrole produits par jour, soit 50 % de la production du pays.

#### Guinée – L'or représente plus de 50% des exportations en juillet 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), les exportations guinéennes se sont élevées à 3 138,6 Mds GNF (364,1 M EUR) en juillet 2022 tandis que les importations ont atteint 3 407,4 Mds GNF (394,9 M EUR), soit un solde déficitaire de 268,8 Mds GNF (31,2 M EUR) sur la période. Les principaux produits exportés en

juillet 2022 ont été l'or (52,8% du total des ventes) et les minerais d'aluminium (37,2%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (42,8% du total des achats). Enfin, les principaux clients au mois de juillet 2022 ont été l'Inde (45,3% des ventes), les Emirats Arabes Unis (18,2%) et la Chine (16%) tandis que les principaux fournisseurs ont été les Pays-Bas (33,7% des achats), la Chine (19,1%) et l'Inde (7,3%).

### Namibie – Signature d'un MoU entre l'UE et la Namibie sur la production d'hydrogène renouvelable

Mardi 8 novembre, la présidente de la Commission Européenne Ursula Von der Leyen et le président de namibien Hage Geingob ont signé, lors de la COP27, un protocole d'accord (MoU) établissant un partenariat stratégique entre l'UE et la Namibie. Ce partenariat vise à assurer un approvisionnement en matières premières durables et en hydrogène vert aux pays membres de l'UE. A travers cet accord, l'UE soutient l'économie namibienne et la filière de l'hydrogène vert. Le partenariat repose également sur la mobilisation de fonds pour le développement d'infrastructures, l'amélioration des compétences et vise à créer une coopération réglementaire entre l'UE et la Namibie. Par ce projet, la Namibie espère développer rapidement sa filière hydrogène et attirer les investissements privés. Le développement de nouveaux projets de production d'hydrogène vert pourrait à l'avenir élargir les échanges commerciaux entre la Namibie et l'UE bien que le volume de leurs échanges ait déjà récemment augmenté. En effet, lors de la conférence de presse du forum du commerce sur l'accord de partenariat économique (EPA) entre l'UE et la Namibie, l'ambassadrice de la délégation européenne en Namibie, Sinikka Antila, a souligné l'augmentation de 50% des exportations namibiennes vers l'Europe (36 Mds EUR), alors que le volume d'importations n'a crû que de 8,9%.

### Namibie – La Namibie rejoint l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO)

Les découvertes de pétrole par TotalEnergies et Shell Plc au large des côtes namibiennes ont conduit le pays à intégrer l'association, créée en 1987. Des programmes sont en cours pour

déterminer la conformité du pétrole aux normes du marché. L'APPO compte 18 Etats membres et vise à instituer davantage d'harmonisation, de partage des connaissances et d'expertise entre les états africains producteurs de pétrole. Le but est de renforcer la collaboration entre les différentes compagnies pétrolières des pays membres et de maintenir la stabilité des prix. La Namibie a également annoncé qu'elle n'excluait pas de rejoindre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) si les champs pétrolifères s'avéraient suffisamment larges pour permettre un développement commercial.

### Nigéria – La production de pétrole au Nigéria repart à la hausse et dépasse le million de barils par jour

De juillet à octobre 2022, le Nigéria a vu sa production quotidienne de pétrole diminuer constamment. De 1,158 millions de barils par jour en juin 2022, celle-ci est passée à 938 000 barils en octobre 2022, soit une baisse de 19% en seulement quatre mois. Le Nigéria a par conséquent perdu son statut de premier producteur sur le continent, passant derrière la Libye, l'Algérie et l'Angola.

Les mesures prises par l'Etat fédéral afin de lutter contre les actes de vandalisme et de vols semblent toutefois avoir récemment porté leurs fruits. Selon les données de l'OPEP en effet, la production pétrolière est repassée au-dessus de la barre du million de barils par jour (1,014 mbp/jour, soit une augmentation de 8% par rapport au mois précédent). Le recrutement de milices privées pour assurer la sécurité des infrastructures pétrolières et la multiplication des démantèlements de raffineries illégales serait à l'origine de cette hausse. Selon le directeur général de la NNPC, société nationale du pétrole, ce sont plus de 295 pipelines illégaux qui ont été identifiés lors des derniers mois. Cette hausse intervient alors que deux agences de notation, Moody's et Fitch, ont dégradé la note souveraine du Nigéria, en raison notamment de revenus pétroliers trop faibles.

### Nigéria – Le président Buhari inaugure le premier forage pétrolier en dehors du Delta du Niger, au Nord du Nigéria

La semaine dernière, le Président Muhammadu Buhari a inauguré le Projet de Développement



Kolmani (Kolmani Development Project), au Nord du Nigéria. Il s'agit du premier forage pétrolier en dehors du Delta du Niger. Les réserves du champ en question, situé entre les Etats de Gombe et de Bauchi, sont estimées à 1 Md de barils de pétrole et 15 Md de mètres cube de gaz. Le site sera exploité par la NNPC, Sterling Global Oil et Nigeria Development Commission, un conglomérat détenu par 19 Etats du Nord. Aucune major pétrolière n'est impliquée dans le projet. Pour rappel, la détérioration de la situation sécuritaire dans le Delta du Niger les incite à céder leurs actifs onshore et à se concentrer sur les champs en eaux profondes dans le Golfe de Guinée.

La NNPC s'était lancée dans la prospection de champs pétroliers dans le nord du pays avec Shell il y a trente ans déjà. Face à l'absence de résultats, les recherches avaient été suspendues jusqu'à l'entrée en fonction du Président Buhari qui a relancé la prospection dans les Etats nordistes. En 2019, la NNPC a annoncé la découverte de pétrole en quantité commerciale à Kolmani.

Une raffinerie, une unité de traitement de gaz, une centrale électrique d'une capacité de 300 MW et une usine de fertilisant devraient être construites sur le site d'exploitation. La NNPC et ses partenaires devront relever le défi du financement alors que le projet se situe dans une région mal équipée en infrastructures et soumise à la menace des groupes insurrectionnels djihadistes.

## Industrie, transport et services

### Ethiopie – Lancement d'un plan triennal pour le secteur des transports en Ethiopie

Une nouvelle stratégie pour le secteur des transports « *Ethiopian Transport Master Plan 2022-2052* » a été dévoilée par le ministère des Transports et de la Logistique. A la différence du « *Transport Sector Perspective Plan (2020-2030)* » lancé en 2021, cette stratégie tricennale s'inscrit dans une perspective de planification à long terme et promeut une approche intégrée visant à coordonner l'amélioration des infrastructures logistiques et de transport du pays avec le développement de secteurs connexes (mines, industrie, agriculture,

tourisme). Avec comme double objectif d'accroître la connectivité des territoires éthiopiens et de développer le transit de marchandises sur le sol éthiopien, la stratégie prévoit la construction de 5 049 km de nouvelles voies rapides, 4 101 km de routes fédérales et 22 000 km de routes régionales d'ici à 2050. S'agissant des infrastructures ferroviaires, le pays souhaite porter le réseau de chemins de fer à 8 700 km. A moyen terme (2030), le développement du rail se ferait en direction du Somaliland, de l'Erythrée et du Kenya pour permettre l'accès aux ports de Berbera, d'Assab, de Massawa ainsi que de Lamu. A long terme (2050), l'Ethiopie ambitionne de développer des lignes ferroviaires vers le Soudan du Sud et le Soudan. Souhaitant se positionner comme une plateforme de transit entre l'hinterland d'Afrique centrale et les ports de la Corne du continent, l'Ethiopie prévoit de construire 8 nouveaux ports secs connectés aux différents corridors routiers et ferroviaires : 3 situés à Jimma (corridor éthio sud soudanais), Hawassa (corridor éthio-kenyan), et Assosa (corridor éthio-soudanais) d'ici à 2025 ; 2 autres à Gambela (corridor éthio-sud soudanais) et Yabelo (corridor éthio-kenyan) d'ici à 2030, et 3 derniers à Gode (corridor éthio-somalien), Gondar (corridor éthio-soudanais) et Woldiya (corridor éthio-érythéen) d'ici à 2050. Concernant le secteur aérien, la stratégie propose notamment la construction de trois nouveaux aéroports dont un international à Bishoftu qui devrait absorber la majorité de l'activité cargo d'Ethiopian Airlines. Le secteur privé est présenté comme l'acteur principal de la mise en place de ce plan tricennal. Ceci se manifeste par (i) l'engagement rappelé de l'Etat à ouvrir le secteur de la logistique, (ii) la promotion des partenariats public-privé pour le financement des projets d'infrastructures (9,4 Mds USD d'investissement seraient éligibles aux PPP dans le cadre de la stratégie).

### Tanzanie – Lancement de la construction du nouvel aéroport à Dodoma, Msalato international Airport

La présidente Samia Suluhu Hassan a posé le 30 octobre la première pierre pour la construction du nouvel aéroport de Dodoma, Msalato International Airport, situé à 12 km de Dodoma. Le projet a été initié pour doter la nouvelle capitale située à 441 km de Dar es-Salaam, d'infrastructures de transport adaptées. Les

travaux qui devraient durer 4 ans sont confiés à un groupement d'entreprises chinoises composé de Sinohydro Corporation, Beijing Sinoaero Construction Engineering Co et China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co. Cette infrastructure nécessitera un investissement de 329,5 MUSD selon la Banque africaine de développement (BAD), le principal bailleur qui en cofinance les travaux à hauteur de 67,3 %. Le reste sera apporté par l'Africa Growing Together Fund (AGTF). Le futur aéroport deviendrait le 5ème aéroport international de Tanzanie et pourra accueillir 1,7 million de passagers par an. L'aéroport actuel, bien que récemment agrandi, ne peut accueillir que des avions petits et moyens porteurs.

### Togo – le port de Lomé 1er port d'Afrique de l'Ouest en termes de trafic de conteneurs en 2021

La société Lloyd's list a publié son édition 2022 des 100 ports les plus actifs en termes de trafic de conteneurs (EVP) à l'échelle mondiale, portant sur l'année 2021. Le port de Lomé, classé 96ème, est le seul représentant d'Afrique de l'Ouest de la liste avec un trafic estimé à 1,96 M d'EVP en 2021, en progression de 13,7% par rapport à 2020. En outre, il se classe 2ème en Afrique subsaharienne, seulement dépassé par le port de Durban en Afrique du Sud (81ème ; 2,4 M d'EVP). Pour rappel, sous l'impulsion de la société italo-suisse MSC, le port de Lomé vise un objectif de 4 M d'EVP à l'horizon 2030 à travers près de 500 M EUR d'investissements.

### Ouganda – L'Ouganda cherche un partenariat avec le Kenya pour augmenter le nombre de touristes

L'Ouganda cherche à proposer un partenariat avec le Kenya dans le domaine du tourisme. En effet, les difficultés rencontrées dans le secteur hôtelier en Ouganda poussent les autorités à se rapprocher du Kenya pour attirer une partie de la clientèle touristique qui séjournerait sur la côte kenyane, en utilisant un visa unique et la ligne aérienne Mombasa-Kampala opérée par *Uganda Airlines*. Selon le Consul général d'Ouganda à Mombasa, un tel partenariat permettrait à des milliers de touristes en visite au Kenya ou en Ouganda de circuler librement entre les deux

pays, favorisant ainsi conjointement les plages et les parcs de la région. Le *Kenya Tourism Board (KTB)* a déclaré qu'il était au courant de l'accord proposé, mais qu'il se concentrait actuellement sur l'augmentation des flux touristiques au Kenya, en provenance notamment d'Afrique de l'Est, afin de renforcer la situation économique des sites touristiques kenyans. En outre, un tel accord mettrait en avant la compagnie *Uganda Airlines*, alors que la compagnie *Kenya Airways*, en difficulté financière, domine depuis des années la route Kenya-Ouganda.

## Agriculture et agroalimentaire

### Cameroun - Création par l'IRAD de trois champs semenciers de blé dans l'Adamaoua

Le Cameroun est très dépendant des importations de blé russe, premier exportateur de blé, et en pâtit depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Face au manque d'investissements dans la filière, une subvention de 10 Mds FCFA a été allouée en juillet 2022 à l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) en vue de structurer la filière du blé et de développer la production locale. Cette subvention a pour but de faciliter l'indépendance alimentaire du Cameroun et a permis d'entreprendre des recherches quant aux différentes espèces de blé cultivables sur le territoire. Ainsi, l'IRAD a annoncé la mise en place de trois champs semenciers dans l'Adamaoua à Wakwa, Mbang-Mboum et Wassance, afin d'assurer un moyen de substitution aux importations depuis la Russie. Les semences produites sur ces champs seront distribuées aux producteurs afin d'impulser la mise en place de cultures de blé dans la région.

### Tchad – Signature d'un contrat de 200 Mds FCFA entre le gouvernement et Arise IIP pour l'industrialisation du secteur de l'élevage

Le gouvernement tchadien et le groupe Arise IIP ont signé, le 5 novembre 2022, un contrat de financement de 200 Mds FCFA pour la création de la société « Laham Tchad », détenue à 65% par Arise IIP et 35% par l'Etat tchadien, afin de

développer un programme d'industrialisation d'envergure dans le secteur de l'élevage. Ce projet a pour but l'industrialisation et la commercialisation de la filière bétail-viande afin de dynamiser l'économie tchadienne en attirant des investissements sur les sept zones industrielles spécialisées (ZIS) prévues dans le projet: Moundou, N'Djaména, Ati, Abéché, Dourbali, Amdjarass et Sarh. À terme, plus de 500 Mds FCFA d'investissements directs et indirects sont escomptés, avec la création de 30 000 emplois, 5 000 directs et 25 000 indirects, et une prévision du chiffre d'affaires à 1700 Mds. Ce projet de valorisation industrielle veut faire de la filière bétail-viande un pilier du développement économique tchadien. Il est à noter que le Tchad est le troisième pays africain producteur de bétail. En 2021, la filière du bétail représentait 18% du PIB et 40% des emplois de la population active. L'élevage est un moyen de subsistance pour plus de 70% de la population rurale et est le secteur d'exportation non pétrolier le plus important du pays. La construction des zones industrielles de Moundou et de N'Djaména est prévue pour débuter en janvier 2023.

# Agenda

19 décembre 2022	<u>Déplacement de Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, en Côte d'Ivoire</u>
7 février 2023	<u>Africa Investments Forum &amp; Awards à Paris</u>
6/9 février 2023	<u>Investing in Africa Mining Indaba, Cape Town</u>

# Contacts

## Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,  
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe  
Contact : Bertrand FURNO

### Angola

Contact : François REMOVILLE

### Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

## Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée  
Equatoriale, Tchad  
Contact : Michel DROBNIAK

### RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

### Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

## Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda  
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles  
Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti  
Contact : Julien DEFRANCE

### Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

### Tanzanie

Contact : Annie BIRO

### Soudan

Contact : Rafael SANTOS

## Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,  
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

### Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

### Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

### Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

### Mali

Contact : Valéry ALVES

## Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

### Nigéria

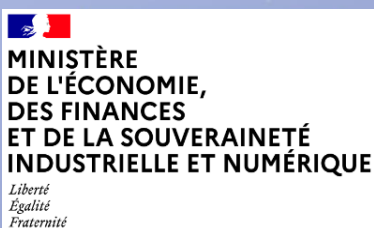
Contact : Pascal FURTH

### Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



### Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié ([stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr](mailto:stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr))

Pauline Fournel ([pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr))

Louis Buzin ([louis.buzin@dgtresor.gouv.fr](mailto:louis.buzin@dgtresor.gouv.fr))

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>